

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pour une VI^e République sociale

Un projet pour la rupture

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 12 juin 2006

Démocratie & Socialisme

Les multiples rebondissements de l'affaire « Clearstream », au plus haut sommet de l'Etat, traduisent une crise profonde de la démocratie et de nos institutions.

Mais c'est aussi une crise de régime.

Cette affaire, comme d'ailleurs de nombreuses depuis 1958, n'est rendue possible que par l'opacité même des institutions de la Vème République, aujourd'hui à bout de souffle et en plein délitement.

Le président de la république, une fois élu, n'a de comptes à rendre à personne et peut amnistier qui il veut ! Le gouvernement ne dépend dans la pratique que du président et peut se maintenir quoi qu'il arrive tandis que les représentants du peuple sont confinés dans un rôle subalterne.

Ces institutions Bonapartistes, que François Mitterrand a parfaitement analysées dans « Le coup d'état permanent », interdisent au peuple de peser sur le cours des choses. C'est ainsi que malgré le vote sans appel du printemps 2004 (cantonales, régionales et européennes) et le Non massif du 29 mai 2005, la Droite poursuit sa politique de casse.

L'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral renforcent la perversité d'un débat politique désormais uniquement centré sur l'élection présidentielle. C'est le signe de l'américanisation de notre vie politique avec une affligeante course à la présidence qui prime sur le débat politique de fond, sur les idées et les propositions.

La réforme des institutions est un élément essentiel pour la survie de structures partisanes saines, réellement en capacité de mener des combats politiques et de traduire les attentes populaires dans un projet politique.

La question constitutionnelle est donc aujourd'hui centrale pour que la République puisse répondre aux aspirations du peuple. Elle est évidemment indissociable de la question sociale.

Il faut en finir avec la Vème République, qui met à mal la souveraineté populaire, pour rendre le pouvoir au peuple et à ses représentants.

Un simple ripolinage ne saurait suffire. Il faut changer de république en promouvant une VIème République Sociale, laïque, démocratique et parlementaire.

Si c'est à une Assemblée Constituante d'élaborer un projet de constitution qui sera ensuite soumis au peuple par référendum, gageons que seule la remise en cause de l'élection du président de la république au suffrage universel permettrait de rompre avec la Vème République et de rétablir la souveraineté populaire.

Le changement de République doit évidemment s'articuler avec un projet politique : sur quelles mesures d'urgence et d'application immédiate la gauche peut elle se rassembler pour, dès son retour au pouvoir, revaloriser le pouvoir d'achat, garantir la retraite à 60 ans et à taux plein, s'opposer aux licenciements boursiers, assurer à chacun le droit à l'emploi, au logement, à la santé, à l'éducation, aux services publics ?

Ils se trompent tous ceux qui pensent, au Parti Socialiste notamment, que la gauche reviendra mécaniquement au pouvoir sur le rejet et le discrédit de la Droite.

Un projet pour la rupture

Pour gagner, la gauche doit montrer clairement sa différence à travers un programme d'urgence sociale et démocratique.

Cela suppose bien sûr de tirer toutes les leçons du passé, et en particulier du tournant libéral amorcé en 1983. C'est l'enjeu de la période pour offrir un débouché positif au vote du 29 Mai, dont nous venons de fêter le 1er anniversaire.

A ceux qui l'auraient déjà oublié, rappelons que ce qu'a exprimé le peuple de gauche le 29 Mai est une « lame de fond ». Par ce vote massif, ce vote de classe, les Français ont signifié leur refus du libéralisme et leur volonté d'une véritable alternative à gauche.

Ce n'est qu'en prolongeant le non du 29 Mai, et en rassemblant la gauche autour d'un programme de transformation sociale que lui donne tout son sens, que nous y parviendrons.

Soyons clairs : la question européenne est ici posée.

Car comment mettre en oeuvre un tel programme sans rompre, là aussi, avec la logique libérale de la construction européenne ?

Nous ne devons pas hésiter à nous dégager de ce véritable carcan imposé par l'Europe de Maastricht, du pacte de stabilité et des directives de libéralisation.

Comment sinon mener une politique de relance sociale, faire rentrer EDF-GDF dans le secteur public et lui garder son caractère de monopole public, ou reconstruire France Télécom dans le secteur public ?

Renouer avec les valeurs de la République, rendre le pouvoir au peuple et rompre avec les politiques libérales, tel est le sens de nos propositions « Pour une VIème République sociale » et du projet que nous voulons pour notre Parti.

Notre Parti, malgré l'arrivée annoncée de milliers de « supporters », est en réalité bien malade.

Le débat de fond y est désormais totalement escamoté puisque, pour la première fois de son histoire, sa direction s'oppose au dépôt de tout texte alternatif au sien.

Si les positionnements tactiques et médiatiques priment sur toute autre considération, les clivages n'en apparaissent pas moins.

La crise est d'abord identitaire.

Le débat sur le traité constitutionnel Européen l'avait déjà révélé en soulignant le renoncement des partisans du « oui » à rompre avec le capitalisme financier, voilà qu'apparaît maintenant le « ségolisme », curieux mélange de Blairisme et de Sarkozysme, dont on pressent la compatibilité avec le centrisme au 2ème tour de la Présidentielle !

Tout cela est mortifère pour le Parti Socialiste et ne peut que favoriser la Droite la plus extrême.

Tout cela mérite aussi une rapide clarification.

Un projet pour la rupture

Face à la crise que connaît le pays, si les socialistes veulent être à la hauteur de leurs responsabilités, il n'y a pas d'autre voie que celle de la fidélité au mandat exprimé par le peuple le 29 Mai et dans les manifestations contre le CPE, celle de la rupture avec la 5ème République et le libéralisme.

Marc DOLEZ